

Chili : la chute de la démocratie (1970-1973)

COMMENT PASSE-T-ON D'UN SYSTEME DEMOCRATIQUE A UN REGIME DICTATORIAL ? QUELS SONT LES CARACTERISTIQUES DE CE BASCULEMENT ?

Avec l'exemple du Chili, l'objectif est de comprendre et appréhender dans toutes ses complexités un régime démocratique dans ses difficultés, ses remises en question, ses faiblesses, qui mènent dans ce cas précis le pays vers un régime dictatorial (1973-1990) qui deviendra un archétype de « dictature », à l'international, à partir des années 1970.

I. Démocratie et histoire : d'une échelle globale au Chili

Contexte international : la Guerre froide questionne (avec une opposition idéologique forte entre deux paradigmes) le modèle de société érigé en référence dans de nombreux pays du monde, où inégalités et traditions du pouvoir restent fortes. Pour autant, l'Amérique latine, considérée par les Etats-Unis comme un chasse-gardé, reste chancelante dans son autonomie de par l'interventionnisme de cette superpuissance mondiale soucieuse de préserver l'Amérique latine dans sa sphère d'influence. Ainsi, les démocraties latino-américaines peuvent être renversées, que ce soit par temps de crises et/ou selon les volontés géopolitiques nord-américaines, créant une instabilité chronique du paradigme démocratique dans cette région du monde. C'est le cas depuis les indépendances (aux débuts du XIXème siècle) et durant tout le XXème siècle (sans même parler du début du XXIème).

Fragile Amérique latine : modèle de société est basé, depuis et même avant les indépendances, sur le pouvoir d'une minorité d'élites traditionnelles sur la majorité de la population. Le tout est saupoudré d'ingérences étrangères dans l'exploitation des ressources et richesses naturelles de ces régions.

Les indépendances ne favorisent pas l'accès de toute la population à des droits citoyens : longtemps, les élites locales vont monopoliser les décisions et définitions de ce que doit être chaque nation nouvellement indépendante.

Au fur et à mesure du XXème siècle, on assiste à l'émergence progressive de la figure du Peuple au sein des sociétés latino-américaines, grâce à l'extension de la citoyenneté, une amélioration de l'éducation, l'hygiène, mais également par l'influence grandissante de l'idéologie marxiste, dont la teneur « égalitaire » trouve de multiples échos au sein de contextes marqués par des inégalités endémiques. C'est un facteur important pour évoquer des logiques d'engagement, de politisation, qui questionnent le modèle démocratique traditionnel.

Dans cette dynamique, les propositions politiques défendant le progressisme se multiplient durant le second XXème siècle (1930-1960's), bousculant les traditions et élites habituellement seules à décider des destinées de leur pays. De fait, ces altérations de l'ordre

établi nourrissent l'interventionnisme militaire en Amérique latine, car le maintien de la démocratie n'est essentiel, du point de vue étatsunien, que lorsqu'elle sert ses intérêts. N'oublions pas ici de préciser qu'un certain nombre de catégories sociales latino-américaines voient d'un bon œil les interventions des Etats-Unis, car elles maintiennent l'organisation et les « privilèges » des élites latino-américaines, préservant un modèle démocratique « partiel ». La collaboration de ces catégories sociales aux décisions du grand voisin du nord est essentielle pour saisir les tensions et rapports de force qui définissent l'Amérique latine au XXème siècle, notamment sur la question du dynamisme et de l'approfondissement démocratique.

La tradition démocratique chilienne : au Chili, le régime démocratique reste solide et dynamique durant le XXème siècle, jusqu'à en faire peu à peu une sorte « d'exception » latino-américaine de par la stabilité du régime politique et le très faible nombre de coups d'Etat militaires. L'interventionnisme militaire y est limité, le légalisme une culture solide.

Peu à peu, l'extension du droit de vote se couple à une participation du Peuple toujours plus importante aux affaires du pays. Dès les années 1930, le Front Populaire arrive au pouvoir, avec un jeune ministre de la Santé dont on reparlera : Salvador Allende. Très vite, le pouvoir revient aux élites traditionnelles et technocrates locales, malgré quelques velléités progressistes (timides) avec la présidence d'Eduardo Frei Montalva, leader de la Démocratie chrétienne, entre 1964 et 1970.

Dans les années 1960, à la suite de la Révolution cubaine de Fidel Castro et dans une décennie marquée par une remise en question internationale des normes sociétales, le Chili devient le théâtre d'une montée en puissance de « l'idée révolutionnaire », ce qui a pour conséquence, politiquement, l'union des différentes forces progressistes chiliennes pour accéder, légalement, au pouvoir.

II. L'Unité populaire : une expérience démocratique conflictuelle inédite

IMAGE ALLENDE

1970 : élection d'Allende à la présidence dans le respect des règles démocratiques. C'est une première mondiale historique pour un projet politique d'obédience marxiste clivant, mais qui récolte les suffrages d'une « majorité » de citoyens (36,6%, contre 35,3% pour le candidat de la droite). Cette donnée est cruciale pour saisir l'étendue des divisions, dès l'élection de Salvador Allende, au sein de la population chilienne.

Ainsi, le système démocratique demeure respecté, mais jonché de tensions, de par la nature inédite du projet choisi, ainsi que des craintes multiples des élites traditionnelles devant un projet donnant une place de choix au Peuple. Les oppositions sont vives dès les prémices de la présidence de Salvador Allende, et elles sont alimentées par l'influence géopolitique des Etats-Unis, qui s'attache à mettre en œuvre tout un éventail d'actions pour annuler les résultats des élections présidentielles, un choix pourtant démocratiquement légal.

Un exemple : l'assassinat du général des armées René Schneider, le 22 octobre 1970, par des individus putschistes hostiles à l'Unité Populaire, entre les élections et l'investiture de

Salvador Allende à la présidence chilienne. Schneider était favorable à la non-intervention militaire dans les affaires politiques, ce qui était un frein aux volontés des opposants du projet de l'Unité Populaire.

Les oppositions vont alors fomenter une stratégie moins frontale, mais tout aussi néfaste pour l'équilibre démocratique chilien. Comme le révèlent les documents secrets de la multinationale nord-américaine International Telephone and Telegraph (ITT), publiés en 1972 par le reporter Jack Anderson, un plan pour renverser Allende, fruit d'une collaboration étroite entre ITT, qui a d'importants investissements au Chili, la CIA, et les généraux Viaux et Valenzuela, est élaboré dès son élection en septembre 1970. Les généraux, très étroitement liés aux secteurs conservateurs chiliens et auxquels la CIA et ITT promettent des millions de dollars, préféreraient passer à l'action immédiatement. La CIA, assagie par ses échecs au Vietnam, décide au contraire qu'il est préférable de remettre l'opération à plus tard. Au lieu de renverser Allende alors qu'il a le vent dans les voiles, mieux vaut, affirme la CIA, d'abord tout faire pour plonger l'économie chilienne dans le marasme, noircir Allende dans la presse nationale et internationale, inciter les secteurs chiliens anti-Allende à fomenter le chaos par des actes de sabotage et, ensuite seulement, passer à l'action.

Le programme de l'Unité Populaire est ambitieux, radical, ouvertement marxiste. Il vise à s'attaquer aux inégalités, abolir l'ingérence étrangère (notamment sur les richesses du pays), remettre l'Etat au centre pour dynamiser le Peuple tout en lui donnant, progressivement, les rênes du projet révolutionnaire. Au vu des tensions et ennemis à ce projet, on peut se douter que l'Unité Populaire aura des difficultés pour appliquer son projet tout en respectant une démocratie où il faut se plier aux décisions de la majorité.

- Nationalisation des richesses nationales (le cuivre, les industries textiles, les télécommunications...)
- Augmentation des salaires
- Approfondissement de la réforme agraire
- Réforme universitaire, doublée d'un projet de réforme du système scolaire (nommé « Ecole nationale unifiée »)

Le projet d'une transition « douce » du capitalisme au socialisme, en respectant le cadre légal démocratique, prenait de l'épaisseur grâce aux réussites de ces premiers mois de l'Unité Populaire. Pour autant, la structure démocratique ne change pas, restant fortement dominée par les élites traditionnelles chiliennes : en réaction à l'application du projet UP, elles protègent leurs intérêts propres (grâce aux syndicats, corporations mais aussi aux évasions fiscales), et vont saboter l'économie nationale, provoquant des pénuries qui vont s'accumuler tout au long de la présidence d'Allende. Faisant des préoccupations essentielles (comme la nourriture ou l'essence pour les déplacements) des sources d'inquiétudes quotidiennes pour la population. Cela pouvait desservir l'équilibre démocratique.

Il faut remarquer que la première année fut prometteuse, sans pour autant faire taire les oppositions. C'est durant la 2^{ème} année de la présidence d'Allende que la démocratie chilienne est mise à mal par une synergie de difficultés internes et externes.

La stratégie des opposants consiste, par un faisceau varié d'acteurs et d'outils, à mettre à mal les équilibres de la société chilienne, dans le but de décrédibiliser l'Unité Populaire en insistant sur l'instabilité du pays sous sa direction. Cela se fait avec l'appui matériel, économique,

diplomatique des Etats-Unis (leurs alliés suivant plus ou moins docilement cette ligne tracée). Les volontés de réponses démocratiques de l'Unité Populaire se heurtent aux votes négatifs constants de l'opposition politique au sein du Parlement, ce qui ralentit les réformes de l'Unité Populaire tout en paralysant la vitalité démocratique du pays.

III. D'une révolution à une contre-révolution : reculs et défaite du système démocratique chilien

Si l'on souhaite ériger un tableau synthétique pour lister les causes de la fragilisation de la démocratie chilienne entre 1970 et 1973, je propose une synthèse, pour mettre en valeur les radicalisations qui caractérisent cette époque :

- Dans la géopolitique mondiale : les Etats-Unis, hostiles à l'arrivée d'Allende au pouvoir (et donc d'un nouveau modèle marxiste dangereux pour leurs intérêts), vont provoquer un embargo économique virulent à l'égard du Chili, fragilisant les desseins de Salvador Allende et participant à une instabilité économique et financière prompte à déstabiliser la population chilienne. Notons ici le rôle prépondérant de certaines multinationales, affaiblies par les nationalisations réalisées par l'Unité Populaire chilienne : elles participent à l'offensive contre-révolutionnaire, au mépris des lois et des règles de la démocratie. Ce que Salvador Allende dénonce ouvertement lors d'un discours prononcé devant le Congrès de l'ONU, le 4 décembre 1972.

VIDEO DISCOURS ALLENDE ONU

- Blocages politiques (paralyser le Parlement et l'application du programme de l'Unité Populaire) : peu à peu, la droite réussit à rallier la Démocratie chrétienne à ses oppositions à la politique menée par le gouvernement d'Allende. De fait, la majorité fragile de l'Unité Populaire au Parlement (observée lors des présidentielles de 1970) devient minorité, du moment où plusieurs adversaires politiques se liguent pour paralyser l'action politique du pouvoir.
- Développement d'une extrême droite qui fait de la violence une arme de déstabilisation massive : *Patria y libertad*, mouvement extrémiste, se rapproche progressivement des adversaires politiques de l'Unité Populaire, participant à l'instabilité du pays tout en mettant en péril la démocratie chilienne, par ses actions illégales, son antimarxisme enragé et ses inclinaisons « extrêmes » (certains diront « fascistes »). **SYMBOLE IMAGE**
Des groupes armés agissent dans la rue, organisant des attentats et semant la terreur : cela contribue à l'instabilité du quotidien, à l'insécurité, fragilisant le pouvoir en place ainsi que la crédibilité du système politique à répondre à ces menaces.

TRACT PATRIA Y LIBERTAD

VIDEO PATRIA Y LIBERTAD

- Offensives économiques, avec le sabotage de l'économie nationale (soutenu par les Etats-Unis) : l'opposition organise la pénurie et le marché noir, ainsi que des manifestations comme

la « marche des casseroles vides », pour protester contre un phénomène qu'elle a, en grande partie, engendré.

- Grèves massives, soutenues par l'opposition ainsi que les Etats-Unis : la plus importante est celle, conjuguée, des camionneurs, des professions libérales et de nombreux commerçants, en octobre 1972. Elle paralyse le pays et nourrit une instabilité du régime démocratique. **VIDEO PARO DE OCTUBRE**
- Propagande menée par les médias, aux mains des élites traditionnelles en opposition avec l'Unité Populaire : manipulation de l'information pour décrédibiliser et fragiliser le gouvernement en place et ses décisions. Les opposants désignent Allende comme le responsable du chaos généralisé.
- Mouvements de « désobéissance civile » : malgré les décisions prises et validées politiquement, un grand nombre de citoyens chiliens vont refuser d'appliquer la loi et prolonger leurs refus du pouvoir étatique. Cela renforce les pénuries, l'accès aux produits de première nécessité, tout en décrédibilisant l'aura démocratique chilienne.

PHOTO ALLENDE FIDEL CASTRO

Loin de rassurer les doutes, un certain manichéisme marxiste fragilise également le consensus social (exemple avec la visite de Fidel Castro), diabolisé par une propagande anti-Unité Populaire agressive et par les blocages économiques des Etats-Unis, qui prolongent d'une certaine manière l'embargo économique infligé à Cuba sur le Chili d'Allende.

Devant les oppositions, les débats sont agités, au sein de l'UP, sur la réaction à fournir : avancer sans transiger OU freiner le processus révolutionnaire pour rassembler plus largement avant de reprendre les réformes promises.

Malgré ces hésitations, ces divisions, ces errements, la majorité de la population apporte à nouveau son soutien, par la voie des urnes. En mars 1973, les élections législatives renforcent encore l'Unité Populaire (43,4 %). Malgré les multiples actions des opposants visant à destituer le président chilien, la majorité de la population soutient toujours l'Unité Populaire. Cette date est cruciale, car c'est un moment de prise de conscience, chez les adversaires d'Allende : le cadre démocratique ne semble pas permettre la réalisation de leur objectif. L'idée d'une solution alternative prend alors de l'épaisseur : idéologiquement, le maintien de la démocratie devient secondaire. L'essentiel est de renverser l'Unité Populaire, par tous les moyens.

Les divisions, au sein-même du pouvoir, sur l'orientation de ce projet révolutionnaire ne permettent pas d'apporter des réponses claires aux remises en question du modèle démocratique chilien : la bataille se déplace alors progressivement en dehors des cadres démocratiques, avec une radicalisation et une ultra-violence renforcées.

À partir du début de l'année 1973, en réponse aux grèves massives, aux oppositions et à l'insécurité qui domine le quotidien, Salvador Allende réorganise son gouvernement en y faisant entrer quelques figures militaires. La démocratie chilienne, fragilisée, s'appuie sur la stabilité et l'aura militaire pour clamer sa légitimité. Malgré cette mesure symbolique, les conflits, radicalisations et violences entre les deux camps se prolongent, participant au chaos.

Le 29 juin 1973, une tentative de coup d'Etat militaire échoue, grâce au légalisme des principaux chefs des forces armées chiliennes. Pour autant, cela dénote des divisions profondes qui parcourent la corporation par rapport la légitimité du régime démocratique chilien. Une vidéo témoignant de cette journée est essentielle, et permet de proposer aux élèves une réflexion sur les rapports de force entre démocratie et violences en temps de crises du régime démocratique.

VIDEO HENRICKSEN

Durant l'année 1973, les forces armées sont au centre des convoitises, au fur et à mesure que le cadre démocratique va sembler inapte à résoudre cette crise sociétale majeure : le commandant en chef des armées Carlos Prat, fidèle à la non-intervention de l'armée dans la vie politique chilienne, est poussé à la démission le 23 août 1973. Il est remplacé par Augusto Pinochet, considéré comme son second. Les forces armées chiliennes, très divisées par rapport à leur rôle à jouer dans ce qui est considéré comme une crise démocratique majeure, basculent alors vers la voie du coup d'Etat militaire.

UNE MERCURIO

Le 11 septembre 1973 au matin, le palais présidentiel de La Moneda est bombardé ; le président Allende y met fin à ses jours avant l'arrivée des troupes militaires ; les institutions démocratiques sont fermées, les partis politiques interdits. Ainsi s'éteint le régime démocratique chilien, source d'espoirs et de curiosités sur le plan national mais également à l'international.

SOURCES A EXPLOITER

Une pluralité de sources et de supports donne un relief riche aux études et activités qui peuvent être menées par les élèves par rapport au cas chilien. En effet, les sources écrites montrent bien les perspectives conflictuelles au travers de la propagande des différents camps (exemple dans la presse chilienne), tout autant que l'engagement démocratique de Salvador Allende (discours).

L'étude d'images de cette époque, qu'elles soient fixes ou animées, permet également d'affiner le regard sur l'histoire de la chute progressive d'une démocratie : une profusion de photographies, mais également de documentaires et courts/longs métrages dépeint le contexte culturel, idéologique, sociétal avec finesse et complexité. Il me semble primordial de mettre en avant l'étude des images, notamment dans ce cas chilien où la chute effective de la démocratie, le 11 septembre 1973, représente un événement mondial et l'un des premiers à avoir connu une telle médiatisation (notamment de par l'omniprésence de l'objet télévisuel dans les foyers mondiaux à cette époque, tout autant que les avancées technologiques qui permettent de filmer l'histoire en cours avec un matériel léger et une logistique modeste).

Je prends ici pour exemple Patricio Guzman, qui avec une équipe restreinte a pu documenter les derniers mois de l'Unité Populaire chilienne dans une trilogie documentaire qui est aujourd'hui une référence internationale de ce genre cinématographique : *La bataille du Chili* (sortie entre 1975 et 1979).

La perspective audiovisuelle s'accompagne également de la richesse des sources sonores, avec une attention particulière qui pourrait être apportée aux chansons de l'époque, véritables miroirs des aspirations populaires et idéologiques des partisans de l'Unité Populaire.

Il existe deux difficultés majeures pour étudier cette époque : insister sur cet aspect permet de nourrir l'esprit critique des élèves, ainsi que la conscience d'une certaine fragilité des sources du passé, les conflits et tensions que celui-ci génère, hier et jusqu'à aujourd'hui. Insister sur cela permet d'appuyer la valeur de la liberté d'information et d'opinion, richesse cruciale qu'un régime démocratique permet de préserver.

- Sources éparses : Une grande partie des sources de l'époque de l'Unité Populaire ont été détruites dès l'arrivée de la dictature, dans un processus de suppression de la période antérieure à l'arrivée militaire au pouvoir. Le but était d'ouvrir, avec le coup d'Etat, une nouvelle ère au Chili, débarrassée de ce que Pinochet a nommé le « cancer marxiste ». Pour autant, à l'échelle individuelle principalement, certaines traces de l'époque de l'Unité Populaire ont pu être préservées, participant à une redécouverte de cette époque une fois la parenthèse de la dictature refermée (à partir de 1990). La place des témoignages et des mémoires pour étudier l'Unité Populaire a également une place centrale, avec toutes les difficultés que cela engendre pour aspirer à écrire une histoire objective de cette période.
- Orientations des discours et sources sur le passé : en effet, les subjectivités individuelles construisent un arsenal de sources sur ce passé traumatique, ce qui implique de développer des outils et méthodes pour appréhender avec distance et intelligence les mots, les images et les sons qui émanent de l'époque de l'Unité Populaire. C'est essentiel, car jusqu'à présent, les conflits et tensions demeurent, au Chili, sur les manières de juger cet épisode riche et complexe de l'histoire du pays. Des parallèles peuvent évidemment être faits avec d'autres épisodes traumatiques de l'histoire. Je pense par exemple à la guerre d'Algérie pour l'histoire de France, ou encore la période franquiste lorsqu'on évoque l'histoire de l'Espagne au XXème siècle. Sur ces considérations passionnantes autant qu'exigeantes, je laisse la parole à mon collègue pour évoquer une période d'avancées démocratiques. Merci pour votre attention.
- **Textes**
 - *Patria y libertad* : <https://journals.openedition.org/alhim/5589>
 - Primer comunicado de la Junta militar: <http://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-92134.html>
- **Photos**
 - Joie populaire : <http://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-98662.html>
 - Allende président : <http://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-98673.html>
 - Assassinat du général Schneider
 - Files d'attentes pour tickets de rationnement
- **Musique**
 - Hymnes de l'Unité Populaire : Venceremos (<https://www.youtube.com/watch?v=-kCGOQfygE0>)

- **Vidéos**

- Patricio Guzman : Patria y libertad, muralismo, discours à l'ONU
- Miguel Littin : *Compañero Presidente*
(<https://www.youtube.com/watch?v=NeNel9BXII>)

- **Journaux**

- El Mercurio, "La junta controla el país" = <https://metapolitica.mx/wp-content/uploads/2017/09/El-mercurio-1.jpg>